

Selon les récentes projections de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la contraction économique due à la COVID-19 a été spectaculaire dans toute la région. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté de 22 millions pour atteindre les 209 millions, soit un tiers de la population, à la fin de 2020. Plus de 26 millions de personnes ont perdu leur emploi, les femmes, les travailleur·se·s du secteur informel et les migrant·e·s étant particulièrement touché·e·s. C'est dans cette région que l'insécurité alimentaire a augmenté le plus drastiquement, touchant 41 % de la population (contre 32 % en 2019).

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) ont été l'épicentre de la pandémie, avec des pays comme le **Brésil** en tête de liste des cas et des décès. Au moment de la rédaction du présent rapport, selon les chiffres officiels, le Brésil comptait 16,9 millions de personnes infectées et plus de 472 000 décès. Beaucoup d'autres personnes n'ont probablement pas été recensées, faute d'accès aux services de santé ou simplement parce qu'elles sont sans-papier. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle a augmenté ces dernières années³ en raison des décisions autoritaires du régime de Bolsonaro, notamment le démantèlement du célèbre Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition (CONSEA). Cette situation a été aggravée par la mauvaise gestion de la pandémie de COVID-19, poussant plus de la moitié de la population dans une situation d'insécurité alimentaire.

Dans le contexte de cette crise, la situation des peuples autochtones - qui représentent près d'un quart de la population rurale du continent - exige d'être soulignée. De nombreux peuples autochtones vivent dans des zones forestières et ont toujours vu leurs droits politiques, économiques, sociaux et culturels bafoués, ce qui les place parmi les segments les plus pauvres de la population. Ces obstacles anciens et systémiques les empêchent d'accéder aux ressources et à des conditions de vie suffisamment décentes pour pouvoir se protéger de la pandémie. L'accès à une alimentation et une nutrition adéquates est vital dans ce contexte, car les différentes formes de malnutrition, ainsi que les maladies chroniques causées par la malnutrition, affectent la capacité de l'organisme à répondre à des infections telles que celles du coronavirus. En outre, les entreprises extractives, qui soumettent les peuples autochtones à une colonisation interne, limitent ainsi leur capacité à établir leurs propres mesures et les exposent à des risques élevés d'infection.

On estime que plus de 80 % des travailleur·euse·s autochtones sont employé·e·s dans le secteur informel, particulièrement touché par les mesures restrictives imposées par les gouvernements. Certaines mesures ont interdit aux producteur·rice·s de denrées alimentaires et aux communautés pêcheuses paysannes et autochtones d'accéder aux marchés, ce qui, ajouté à l'instabilité générale, a favorisé la spéculation sur les prix. Ainsi, parmi les pays qui ont connu des

3 Un résumé en français de ce rapport en est disponible ici: [https://www.fian.org/files/files/Executive_Summary_FR\(2\).pdf](https://www.fian.org/files/files/Executive_Summary_FR(2).pdf)

situations similaires pendant la pandémie, l'**Équateur** a vu le prix de certains produits de base quintupler, ce qui a rendu l'accès à la nourriture très difficile pour l'ensemble de la population.

La pandémie a permis aux gouvernements de la région de se doter d'un cadre juridique pour restreindre davantage les déplacements, légaliser la perte des droits du travail, privatiser les ressources publiques et les biens communs, introduire des exonérations fiscales et numériser les vies. Alors que les marchés informels et les marchés paysans ont été fermés, les grandes entreprises alimentaires ont pu rester ouvertes, et les exportations de produits de base ont été soutenues et classées comme "essentielles".

Au **Honduras**, les mesures prises pour contenir la pandémie ont eu un impact négatif sur la réalisation du droit à l'alimentation, en particulier pour les groupes historiquement marginalisés et défavorisés, tels que les peuples autochtones, les pêcheur-euse-s, les femmes et les travailleur-se-s du secteur informel. Les restrictions à la mobilité et aux activités commerciales imposées par des décrets gouvernementaux ont eu des conséquences désastreuses sur le droit à l'alimentation des populations urbaines, notamment des femmes, qui représentent la majorité de la main-d'œuvre du secteur informel. La fermeture des marchés alimentaires a particulièrement touché ces catégories de la population, car elles dépendent de ces marchés pour accéder à la nourriture à moindre prix. Conformément à la tendance actuelle, les familles de paysans et de pêcheurs artisanaux ont également été sévèrement touchées.



Les mesures gouvernementales ont considérablement limité l'accès des populations aux produits agricoles et de pêche sains des marchés locaux, tout en ouvrant la voie aux importations et, dans certains cas, en assouplissant les exigences phytosanitaires et de sécurité alimentaire. En outre, dans plusieurs pays, comme le **Chili**, **Cuba**, la **Bolivie**, l'**Équateur** et le **Pérou**, La pandémie a donné lieu à des arguments soutenant l'utilisation des OGM comme solution pour la production locale en temps de crise, alors que le sujet avait déjà fait l'objet de vifs débats auparavant. Sur la base de l'expérience négative des populations paysannes et autochtones et des impacts sur la biodiversité dans les pays producteurs d'OGM, il est communément admis qu'ils constituent une "fausse solution".

Entre mars 2020 et mai 2021, le gouvernement **brésilien** a prolongé les exemptions fiscales sur la commercialisation des pesticides et approuvé 613 nouveaux pesticides.

Une étude récente menée par les sections et les groupes de FIAN International en ALC montre que les produits agrochimiques ont des effets dévastateurs sur l'ensemble des systèmes alimentaires, et en particulier sur le droit à l'alimentation des populations de la région.

En **Équateur**, les crises sanitaire et économique ont fourni le cadre parfait pour mettre en œuvre des politiques économiques et du travail qui avaient été proposées en 2019 et retirées suite à de vastes protestations. Ces politiques donnent la priorité à la croissance économique des entreprises au détriment de la souveraineté alimentaire, du droit à l'alimentation et de l'égalité des sexes.

Au **Honduras**, le Programme de soutien au secteur agroalimentaire et à l'agro-industrie visant à garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires est un autre exemple de politiques gouvernementales privilégiant l'agrobusiness national et transnational. Le programme offre des incitations aux investisseurs pour créer des parcs agro-industriels. S'il inclut le terme "souveraineté alimentaire" dans son titre, il ne soutiendra pas pour autant celle du peuple hondurien. Bien au contraire, étant donné que l'article 4 du décret, qui stipule que les terres publiques "inutilisées" peuvent être affectées à ce programme, pourra potentiellement légitimer l'accaparement des terres des paysan-ne-s. La définition du terme "inutilisées" reste floue, tout comme les procédures d'expropriation et de concession des terres publiques. Il est donc vraisemblable que les communautés paysannes seront dépossédées de leurs terres, ce qui jettera les bases de l'expansion de la frontière agricole et de la destruction des zones protégées ainsi que des zones désignées pour l'accès à l'eau.

La catastrophe causée par les ouragans ETA et IOTA en Amérique centrale en novembre 2020 a entraîné le déplacement de nombreuses personnes, et a sérieusement aggravé une situation déjà extrêmement difficile. Les ouragans ont fait environ 63 000 victimes au **Nicaragua** et 28 morts, dont 4 enfants. Dans la région Caraïbes et Pacifique du Nicaragua, des villages ont été inondés, des maisons détruites et des infrastructures routières sévèrement endommagées. Des milliers de familles rurales ont été coupées de toute communication. Dans les champs, 70 % de la récolte - principalement des céréales de base - a été perdue. En raison de la pénurie de semences qui s'en est suivie, les semailles du printemps 2021 ont été perturbées. Comme c'est souvent le cas compte tenu de la division sexuelle du travail, discriminatoire et inégale, les femmes sont les plus touchées car elles sont responsables de l'alimentation de leur famille et de l'agriculture de subsistance. En plus d'être elles-mêmes victimes, elles vivent dans la détresse de ne pas pouvoir répondre aux urgences du foyer. Au **Honduras**, les effets combinés des ouragans et des mesures liées à la COVID ont poussé un tiers de la population dans une situation d'urgence d'insécurité alimentaire aiguë.



Fotografia | CLOC-LVC Nicaragua

Certains gouvernements ont réagi à la crise alimentaire en distribuant une "aide alimentaire" aux secteurs les plus vulnérables. Dans des pays comme le **Honduras**, la plupart des aliments contenus dans les "sacs de solidarité" sont en réalité des produits alimentaires ultra-transformés provenant de grandes entreprises, de sorte que la valeur nutritionnelle de l'aide alimentaire est très faible et que les investissements réalisés par les gouvernements ne bénéficient pas à la petite production locale. Ceci va à l'encontre du décret 025-2020, selon lequel le gouvernement s'engage formellement à s'approvisionner en aide alimentaire localement. S'ajoutent à cela des quantités d'aide alimentaire jugées insuffisantes ainsi que des irrégularités dénoncées dans la distribution de l'aide, les agents du gouvernement privilégiant les sympathisants du parti au pouvoir. Au **Guatemala**, pays également enclin au clientélisme, des cas de discrimination à l'encontre des personnes les plus marginalisées dans la distribution de l'aide alimentaire ont aussi été signalés.

Les restrictions à la mobilité vont de pair avec une forte militarisation dans certains pays. Au **Paraguay**, par exemple, des cas d'usage abusif de la force, d'arbitraire fiscal et d'extorsion ont été dénoncés. Au **Honduras**, les forces armées ont violemment réprimé les manifestations des communautés rurales paysannes et piscicoles qui voulaient attirer l'attention sur leur situation précaire suite à la fermeture des marchés locaux, comme décrit plus haut. De même, le gouvernement a profité de l'état d'urgence déclaré et des restrictions à la liberté d'association et de réunion pacifique pour **faire passer des projets de "développement" à grande échelle**, en ciblant violemment les communautés qui s'opposent à ces projets sur leur territoire.

Malgré ces perspectives globalement sombres, certaines mesures positives méritent d'être partagées. Ainsi, au **Mexique**, le Congrès de Oaxaca a approuvé en août 2020 une **loi interdisant la distribution et la vente de boissons sucrées et de malbouffe aux enfants et aux adolescents**. Au **Paraguay**, une **nouvelle loi a été adoptée pour soutenir les "ollas populares" (cuisines communautaires)**, organisées dans tout le pays depuis le début de la pandémie. Basé sur les demandes et rédigé avec la contribution des organisations de base communautaires, le projet de loi comprend des dispositions importantes concernant, par exemple, la valeur nutritionnelle des aliments.

RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES COMMUNAUTÉS

Face à la faim et à l'insécurité alimentaire déclenchées par les mesures gouvernementales visant à contenir la pandémie, les organisations paysannes du **Brésil** et de l'**Équateur** ont organisé diverses actions de solidarité pour donner de la nourriture aux personnes dans le besoin, notamment les personnes sans emploi, expulsées et sans abri.⁴

⁴ Macías et al. (à paraître, octobre 2021). L'imperceptible croissance de l'alimentation saine et de la solidarité transformatrice. Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, 2021.

Au Brésil, entre août et octobre 2020, plus de 300 initiatives, dont des dons de produits agricoles, des banques alimentaires et des cuisines communautaires, menées par des mouvements sociaux, des organisations populaires et des collectifs, ont vu le jour dans tout le pays.

La préoccupation pour une alimentation saine, qui a reçu une forte impulsion pendant la crise, est devenue un angle stratégique pour construire de nouvelles relations entre les zones rurales et urbaines. Celles-ci placent au centre la valorisation de la production agro-écologique paysanne et l'échange de connaissances (par exemple sur la création de jardins communautaires urbains agro-écologiques). Nombre de ces initiatives sont documentées dans des bases de données, comme celle-ci : <https://agroecologiaemrede.org.br>

En **Équateur**, face à la fermeture des marchés populaires et des foires, diverses organisations paysannes, autochtones et de pêcheur·euse·s - en collaboration avec des organisations de femmes et d'autres organisations sociales - ont fait revivre la pratique ancestrale des "trueques alimentarios" (troc de nourriture) pour faire face à la crise. Dans tout le pays, la nourriture a été donnée, échangée et partagée entre les communautés, à la fois localement et entre les régions, montrant l'immense solidarité et la résilience des communautés en temps de crise. La logistique de la collecte et de la distribution de la nourriture a été menée par des jeunes qui se sont mobilisé·e·s collectivement et se sont engagé·e·s auprès des administrations locales. Outre l'échange de nourriture, des connaissances sur des recettes culturellement adaptées ont été partagées, notamment sur les plantes médicinales qui renforcent le système immunitaire et que les femmes rurales et autochtones préservent sur leurs territoires. À Guayaquil, on a mis en place des pharmacies paysannes pour fournir à la population des plantes médicinales dans un contexte où l'accès aux centres de santé était très limité.

À **Oaxaca**, au **Mexique**, les pêcheur·euse·s ont fourni gratuitement 50 à 60 tonnes de fruits de mer à leurs communautés par semaine. Pendant ce temps, en **Colombie**, des groupes de jeunes récupèrent les connaissances des paysan·ne·s et apprennent à valoriser leur travail au sein des communautés.

→ Voir la vidéo des jeunes de Gamero et Evitar (Colombie)

